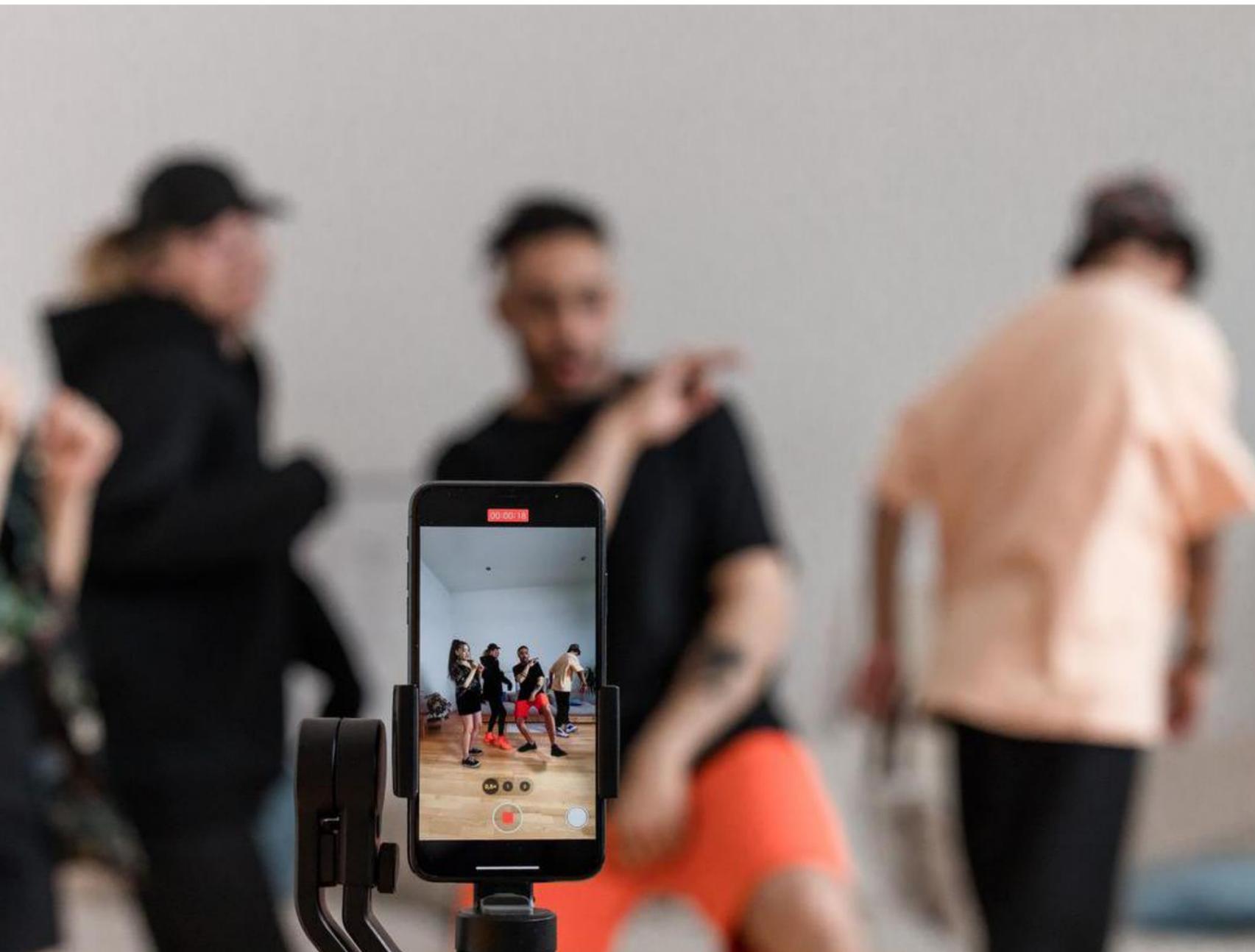


guerre froide 2.0



TikTok ne fait jamais que cristalliser, aujourd'hui, une rivalité historique entre les Etats-Unis et la Chine sur le terrain des nouvelles technologies. © DR.

Interdire l'usage privé d'un smartphone professionnel ?

Faut-il interdire TikTok, purement et simplement ? L'idée fait plus que son bonhomme de chemin aux Etats-Unis où, depuis le 28 février, une commission débat d'un projet de loi qui donnerait autorité à Joe Biden pour bannir totalement le réseau social sur le territoire américain.

Faut-il pousser le bouchon aussi loin, y compris en Belgique ? Axel Legay, professeur en cybersécurité à l'UCLouvain, se garde bien de trancher la question. « Mais le vrai danger serait de ne pas saisir l'opportunité pour, précisément, évoquer les dangers de ces applications. » TikTok, donc, mais aussi Facebook, YouTube, Amazon et toutes celles à qui « l'on donne docilement nos données, sans réfléchir et en oubliant que nous sommes le produit ».

« Les Européens ont beaucoup réglementé les choses qu'ils ne construisent plus », avance l'expert. « Nous sommes des théoriciens. Et à côté de nous, on a des praticiens. En informatique, les praticiens se moquent des théoriciens. Les Chinois et les Américains avancent avec leurs réseaux sociaux. Nous, on ne crée pas de réseau "made in Europe", on va interdire TikTok et donc, de facto, se mettre sous dépendance américaine. Il est bon de le faire pour des raisons de sécurité, mais c'est aussi le moment de réfléchir à des principes de bases de cybersécurité. Clairement, l'ordinateur et le téléphone que l'on reçoit dans le cadre de son travail ne devraient servir qu'au travail. Il y a eu une libéralisation du marché du digital sans garde-fous. On réalise aujourd'hui que ces systèmes sont vulnérables et on tente désespérément de faire marche arrière. » PH.L.

incontournable Les surpouvoirs d'un algorithme redoutablement addictif

PH.L.

TikTok n'a rien de chinois. Ou presque. En réalité, elle n'est que le clone international de Douyin, l'une des applications phares lancées par ByteDance. Non cotée, cette entreprise fondée en 2012 à Pékin par l'entrepreneur Zhang Yiming est considérée comme l'une des plus grandes « licornes » du monde valorisée à quelque 300 milliards de dollars, pour un chiffre d'affaires de 58 milliards en 2021. Douyin est ouvertement contrôlé par le Parti communiste chinois (actionnaire à hauteur de 1 %, il dispose d'un siège au conseil d'administration). La plateforme est donc 100 % compatible avec le régime qui s'en sert allégrement pour diffuser des vidéos « éducatives », censurer les contenus critiques à l'égard du régime et contrôler le discours sur la répression des Ouïghours ou le statut de Taïwan Craignant l'abrutissement de sa jeunesse, Pékin a aussi imposé ses balises : pas plus de 40 minutes de Douyin par jour pour les moins de 14 ans et pause de cinq secondes entre chaque vidéo. La preuve par l'absurde du caractère redoutablement addictif de l'application que ByteDance a poussé jusque dans ses derniers retranchements pour TikTok.

Lancée en 2018, TikTok appartient en réalité à ByteDance Ltd, une société enregistrée aux îles Caïmans, détenue à 60 % par des investisseurs non-chinois. Et donc non soumise à la loi Renseignements. Elle fait un tabac, surtout chez les 14-18 ans qui forment plus de 40 % de ses *aficionados* et y passent, en moyenne, 1h47 par jour selon Qus-

todio, un fournisseur de logiciels de contrôle parental. La plateforme peut se vanter d'afficher l'expansion la plus rapide jamais enregistrée par un réseau social. Avec plus d'un milliard d'utilisateurs mensuels réguliers (quasiment partout sauf en Chine, donc), l'application est devenue incontournable dans la stratégie marketing de nombreuses marques. Mais aussi au cœur d'enjeux géopolitiques.

Cyber-espionnage, manipulation et addiction sont les trois risques pointés par l'administration américaine

La croissance de TikTok a été vertigineuse, non pas tant à force d'innovations technologiques (comme l'ont fait les Gafam « classiques ») mais surtout à coups de milliards de dollars pour subventionner l'acquisition d'utilisateurs à grande échelle. Au-delà même de tout entendement, avec une croissance de 477 % de son chiffre d'affaires entre 2020 à 2021 (soit près d'un milliard de dollars). Au passage, elle a ringardisé Facebook. Et grignoté des parts de marché aux Gafam sur leur propre territoire (alors qu'elles sont interdites en Chine).

Au départ, pourtant, rien ne semblait la prédestiner à un tel succès. D'une part, des vidéos rapides, qui durent souvent moins d'une minute, alignant tantôt des conseils, du bricolage, des recettes de cuisine, des gags ; de l'autre, des « challenges » (parfois dangereux), des danses incertaines et des *playbacks* de plus ou moins bon goût. Le dénomi-

nateur entre ces *reels* se trouve sous le capot : son algorithme.

Il lui permet d'industrialiser la distribution ciblée de contenus en s'appuyant sur des technologies d'apprentissage automatique.

En clair : plus il en apprend sur nous, plus il vous sert la soupe adaptée à nos goûts, du moins ceux conceptualisés par l'intelligence artificielle. TikTok captive, au sens propre du terme. La puissance extraordinaire de son algorithme de recommandation lui confère ce surpouvoir d'addiction et d'aspiration massive de données, elles-mêmes génératrices de valeur économique.

Abêtir à dessein la jeunesse américaine

Cyber-espionnage, manipulation et addiction sont précisément les trois risques pointés par l'administration américaine, qui perçoit d'un mauvais œil cette intrusion de Pékin au cœur de quasiment tous les foyers occidentaux. Certaines voix aux Etats-Unis clament même que TikTok pourrait abêtir à dessein la jeunesse américaine.

Montrer patte blanche est ainsi devenu le combat d'une vie de Shou Zi Chew, le CEO de TikTok. Ce Singapourien, passé par Facebook, passe désormais son temps à démontrer que son réseau n'a rien de chinois, qu'il respecte le RGPD, qu'une limite de 60 minutes de temps d'écran sera suggérée aux utilisateurs. Et surtout, qu'il n'a jamais été demandé à TikTok de fournir les données des utilisateurs de TikTok au gouvernement chinois. Les arguments n'ont visiblement pas convaincu les autorités.